

République française

Département du Cantal

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALERS****Conseil Communautaire du 26 septembre 2022****Membres en exercice :**

Date de la convocation: 20/09/2022

**45****Présents : 30***L'an deux mille vingt-deux et le vingt-six septembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Pierre MENNESSON***Votants: 35****Pour: 29****Contre: 0****Abstentions: 6**

**Présents :** Suzanne AUSSET, Marc BENECH, Jean-Yves BONY, Chrystel CADOZ-POURPUECH, Louis CHAMBON, Jean-Claude CHEYMOL, Jean-Pierre CINQUALBRES, Jean-Marc DELBOS, Andre DUJOLS, Jean-Marie FABRE, Patrice FALIES, Jean-Louis FAURE, Bruno FILIOL, Christian FOURNIER, Agnes GAILLARD, Stephanie GAILLARD, Danielle LACOMBE, Elise LAJARRIGE, Rene LAVERGNE, Jean-Louis LAYAC, Christian LUSSERT, Pierre MENNESSON, Jean-Noel PARRA, Marie-Pierre PARSOIRE, Jean-Claude REBEYRE, Claude RIBEYROTTE, Albert ROCHETTE, Marc SEPCHAT, Pascal TERRAIL, Bernard VEYSSIERE

**Représentés:** Cecile BADUEL par Christian FOURNIER, Jacques DELSUC par Pascal TERRAIL, Francois DESCOEUR par Jean-Louis FAURE, Martine PANI par Chrystel CADOZ-POURPUECH, David PEYRAL par Marc SEPCHAT

**Excusés:** Regine BREUIL, Christian FOURNIER\*

**Absents:** Benjamin BONY, Emilie BROQUERIE, Gerard CHANCEL, Michel CONSTANT, Jean-Louis DAPON, Pierre DUPONT, Pascal ESCURE, Didier GIRBES, Regis JOUDRIER

**Secrétaire de séance:** Stephanie GAILLARD

**Objet: Instauration de la taxe GEMAPI - DECC\_2022\_053**

Considérant que la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes) par les lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et n° 2015-991 du 7 août 2015,

Considérant que la GEMAPI constitue une compétence obligatoire de la communauté de communes,

Considérant que pour financer cette compétence, la Communauté de communes peut instituer la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) dans les limites fixées par l'article 1530 bis du code général des impôts, à savoir :

- Plafonnement à 40 € par habitant résidant su

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_053-DE

- Affectation du produit de cette imposition exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations,

Considérant que la délibération d'institution doit être prise avant le 1er octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante,

**Après en avoir délibéré, le Conseil :**

- Instaure la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) prévue à l'article 1530 bis du code général des impôts, à compter du 1er janvier 2023,
- Charge Monsieur le Président de la mise en oeuvre de la présente décision et l'autorise à signer l'ensemble des actes y afférent.

**Abstentions :** Jean-Yves BONY, Louis CHAMBON, Pascal TERRAIL, Jean-Louis LAYAC, René LAVERGNE, Jean-Claude REBEYRE.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_  
et publié ou notifié  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_053-DE

République française

Département du Cantal

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALERS

## Conseil Communautaire du 26 septembre 2022

Membres en exercice :

Date de la convocation: 20/09/2022

45

Présents : 30

*L'an deux mille vingt-deux et le vingt-six septembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Pierre MENNESSON*

Votants: 35

Pour: 35

Contre: 0

Abstentions: 0

**Présents :** Suzanne AUSSET, Marc BENECH, Jean-Yves BONY, Chrystel CADOZ-POURPUECH, Louis CHAMBON, Jean-Claude CHEYMOL, Jean-Pierre CINQUALBRES, Jean-Marc DELBOS, Andre DUJOLS, Jean-Marie FABRE, Patrice FALIES, Jean-Louis FAURE, Bruno FILIOL, Christian FOURNIER, Agnes GAILLARD, Stephanie GAILLARD, Danielle LACOMBE, Elise LAJARRIGE, Rene LAVERGNE, Jean-Louis LAYAC, Christian LUSSERT, Pierre MENNESSON, Jean-Noel PARRA, Marie-Pierre PARSOIRE, Jean-Claude REBEYRE, Claude RIBEYROTTE, Albert ROCHETTE, Marc SEPCHAT, Pascal TERRAIL, Bernard VEYSSIERE

**Représentés:** Cecile BADUEL par Christian FOURNIER, Jacques DELSUC par Pascal TERRAIL, Francois DESCOEUR par Jean-Louis FAURE, Martine PANI par Chrystel CADOZ-POURPUECH, David PEYRAL par Marc SEPCHAT

**Excusés:** Regine BREUIL, Christian FOURNIER\*

**Absents:** Benjamin BONY, Emilie BROQUERIE, Gerard CHANCEL, Michel CONSTANT, Jean-Louis DAPON, Pierre DUPONT, Pascal ESCURE, Didier GIRBES, Regis JOUDRIER

**Secrétaire de séance:** Stephanie GAILLARD

**Objet: Régime indemnitaire - Modification du régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement (RIFSEEP) - DECC\_2022\_054**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif aux indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats dans certaines situations de congés,

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_054-DE

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération du 9 novembre 2017 instituant le RIFSEEP dans la collectivité,

Vu la saisine du Comité Technique en date du 4 août 2022,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement (RIFSEEP) qui se décompose ainsi :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) tenant compte :
  - o d'une part, du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions
  - o d'autre part, de l'expérience professionnelle de l'agent c'est-à-dire de la connaissance acquise par la pratique.
- Le complément indemnitaire annuel (CIA), qui repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent : il est en principe lié à l'évaluation professionnelle.

Considérant que dans la délibération du 9 novembre 2017, le CIA n'est pas mis en place, alors, qu'auparavant facultatif, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont aujourd'hui tenus de le mettre en place lorsque cette même part a été instituée pour les corps homologues de la Fonction Publique de l'État.

Considérant que la modification du régime indemnitaire actuel interviendra de la manière suivante :

- IFSE : mise en place d'une grille multicritères permettant d'allouer un montant de régime indemnitaire tenant compte des fonctions et de l'expérience de l'agent (versement mensuel),
- CIA : mise en place du dispositif avec allocation ou non d'un montant complémentaire de régime indemnitaire en fonction de la manière de servir évaluée lors de l'entretien individuel annuel (versement annuel le cas échéant).

Considérant le souhait de l'application de ces modifications à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de réception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_054-DE

## Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil :

- Valide les modifications apportées à la part IFSE du RIFSEEP comme suit :

La composition des groupes :

Catégorie	Groupe	Fonctions
<b>A</b>	A1	Direction générale
	A2	Cadre avec encadrement - Chef de service ou d'équipement
	A3	Cadre sans encadrement
<b>B</b>	B1	Cadre intermédiaire avec encadrement - Chef de service ou d'équipement
	B2	Cadre intermédiaire sans encadrement
<b>C</b>	C1	Agent opérationnel - Chef de service ou d'équipement
	C2	Agent opérationnel avec qualification
	C3	Agent opérationnel sans qualification

Les niveaux retenus :

Niveau 1 - Pas d'attente	Niveau 2 - maîtrise de base	Niveau 3 - maîtrise intermédiaire	Niveau 4 - maîtrise experte
-----------------------------	-----------------------------------	---	-----------------------------------

Les montants alloués :

Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)										
Montant mensuel accordé pour un équivalent temps plein										Montant plafond annuel
Catégorie	Groupe	Fonctions	Emplois en correspondance	Nombre d'agent	ETP	Niveau 1 - Pas d'attente	Niveau 2 - maîtrise de base	Niveau 3 - maîtrise intermédiaire	Niveau 4 - maîtrise experte	
<b>A</b>	A1	Direction générale	Oui	1,00	1,00	350,00 €	975,00 €	1 305,00 €	1 350,00 €	16 200,00 €
	A2	Cadre avec encadrement - Chef de service ou d'équipement	Non	0,00	0,00	150,00 €	500,00 €	975,00 €	1 300,00 €	13 200,00 €
	A3	Cadre sans encadrement	Oui	1,00	0,09	150,00 €	1 300,00 €	500,00 €	975,00 €	11 700,00 €
<b>B</b>	B1	Cadre intermédiaire avec encadrement - Chef de service ou d'équipement	Oui	1,00	1,00	120,00 €	14,50 €	100,00 €	440,00 €	5 280,00 €
	B2	Cadre intermédiaire sans encadrement	Non	0,00	0,00	100,00 €	135,00 €	180,00 €	355,00 €	3 060,00 €
<b>C</b>	C1	Agent opérationnel - Chef de service ou d'équipement	Oui	7,00	7,00	120,00 €	14,50 €	100,00 €	440,00 €	5 280,00 €
	C2	Agent opérationnel avec qualification	Oui	3,00	3,00	70,00 €	14,50 €	180,00 €	355,00 €	3 060,00 €
	C3	Agent opérationnel sans qualification	Oui	7,00	4,74	30,00 €	120,00 €	14,50 €	180,00 €	2 260,00 €

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_054-DE

- Décide d'instaurer le CIA comme suit :

						Complément indemnitaire Annuel (CIA)				Montant plafond annuel
						Montant maximum annuel accordé pour un équivalent temps plein				
						En pourcentage du montant plafond annuel d'IFSE				
Catégorie	Groupe	Fonctions	Emplois en correspondance	Nombre d'agent	ETP	Insatisfaisant	Suffisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	
A	A1	Direction générale	Oui	1,00	1,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	405,00 €
	A2	Cadre avec encadrement : Chef de service ou d'équipement	Non	0,00	0,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	330,00 €
	A3	Cadre sans encadrement	Oui	1,00	0,03	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	292,50 €
B	B1	Cadre intermédiaire avec encadrement : Chef de service ou d'équipement	Oui	1,00	1,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	232,00 €
	B2	Cadre intermédiaire sans encadrement	Non	0,00	0,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	76,50 €
C	C1	Agent opérationnel : Chef de service ou d'équipement	Oui	7,00	7,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	232,00 €
	C2	Agent opérationnel avec qualification	Oui	3,00	3,00	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	76,50 €
	C3	Agent opérationnel sans qualification	Oui	7,00	4,74	0,00%	0,00%	1,00%	1,50%	54,00 €

- Dit que l'attribution de l'IFSE ou du CIA est décidée par arrêté individuel dressé par l'autorité territoriale,
- Dit, qu'en ce qui concerne l'IFSE, il est versé mensuellement et annuellement dans le cas échéant de l'attribution du CIA,
- Dit que, dans tous les cas, les montants sont proratisés au temps de travail de l'agent,
- Dit que tous les cadres d'emplois sont concernés,
- Dit que les mesures contenues dans la délibération du 9 novembre 2017 et non modifiées par la présente décision restent inchangées et trouvent à s'appliquer,
- Valide l'application de ces modifications à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022,
- Charge monsieur le Président de la mise en œuvre de la présente décision,
- Autorise monsieur le Président à signer l'ensemble des actes afférents à cette affaire.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_  
et publié ou notifié  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_054-DE

République française

Département du Cantal

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALERS****Conseil Communautaire du 26 septembre 2022****Membres en exercice :**

Date de la convocation: 20/09/2022

**45***L'an deux mille vingt-deux et le vingt-six septembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Pierre MENNESSON***Présents : 30****Votants: 35****Pour: 35****Contre: 0****Abstentions: 0**

**Présents :** Suzanne AUSSET, Marc BENECH, Jean-Yves BONY, Chrystel CADOZ-POURPUECH, Louis CHAMBON, Jean-Claude CHEYMOL, Jean-Pierre CINQUALBRES, Jean-Marc DELBOS, Andre DUJOLS, Jean-Marie FABRE, Patrice FALIES, Jean-Louis FAURE, Bruno FILIOL, Christian FOURNIER, Agnes GAILLARD, Stephanie GAILLARD, Danielle LACOMBE, Elise LAJARRIGE, Rene LAVERGNE, Jean-Louis LAYAC, Christian LUSSERT, Pierre MENNESSON, Jean-Noel PARRA, Marie-Pierre PARSOIRE, Jean-Claude REBEYRE, Claude RIBEYROTTE, Albert ROCHETTE, Marc SEPCHAT, Pascal TERRAIL, Bernard VEYSSIERE

**Représentés:** Cecile BADUEL par Christian FOURNIER, Jacques DELSUC par Pascal TERRAIL, Francois DESCOEUR par Jean-Louis FAURE, Martine PANI par Chrystel CADOZ-POURPUECH, David PEYRAL par Marc SEPCHAT

**Excusés:** Regine BREUIL, Christian FOURNIER\*

**Absents:** Benjamin BONY, Emilie BROQUERIE, Gerard CHANCEL, Michel CONSTANT, Jean-Louis DAPON, Pierre DUPONT, Pascal ESCURE, Didier GIRBES, Regis JOUDRIER

**Secrétaire de séance:** Stephanie GAILLARD

**Objet: Finances - Décisions modificatives - DECC\_2022\_055**

Considérant qu'après étude du fonctionnement de nos concessions et/ou de nos baux de location, il apparait nécessaire d'opérer les régularisations suivantes :

- Concession Col de Légal : redevances appelées à tort (1 500 €)
- Salers Bio Gaz : Loyers pour le séparateur de phase sur remorque appelés à tort (4 100 €)

Considérant que, pour corriger ces anomalies, il convient de modifier les crédits budgétaires du budget principal,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil :**

- Décide, pour le budget principal, des modifications de crédits suivantes :

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_055-DE

Budget :		Principal	Correction d'anomalies comptables				
Section	Sens	Chapitre	Articles	Opérations	Libellés	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	Dépenses	67	673		Titres annulés sur exercices antérieurs	5 600,00 €	
Fonctionnement	Dépenses	67	678		Autres services extérieurs	- 2 000,00 €	
Fonctionnement	Dépenses	011	6288		Emprunts	- 3 600,00 €	
Totaux						- €	- €

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_  
et publié ou notifié  
le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / 20\_\_\_\_

RF  
PREFECTURE DU CANTAL

Contrôle de légalité  
Date de reception de l'AR: 29/09/2022  
015-241501139-DECC\_2022\_055-DE